



Le Travailleur Catalan

Journal ouvert pour esprits libres !

Éboueurs PMM
Reprise du travail
p. 3

Pyrénées - Orientales

Sécheresse
c'est sérieux ! p. 4/5

2 € - N° 4010 - Du 16 au 22 février 2024



• **Apiculture :**
En grande souffrance p. 7

• **Crise agricole :**
Réformer la PAC p. 13

l'Édito

Gaza, j'ai honte



Michel Marc

Une armée moderne, d'un pays que l'on dit démocratique et civilisé, bombarde et tue, à grande échelle. Les enfants meurent ou sont gravement blessés. Ils pleurent beaucoup. Sales, affamés, ils courent dans les gravats à la recherche de réconfort. Ils ont peur, sont terrorisés et appellent au secours. Les familles sont toutes, à des degrés divers, touchées par la mort de proches, d'être aimés. La terreur est là, paralysante et les traumatismes s'ajoutent aux traumatismes. Le bruit est infernal. La confusion règne. Il n'y a plus de places pour se mettre à l'abri. On est au bout du bout. La prison à ciel ouvert de Gaza offre

à l'aviation des cibles aléatoires, en grande quantité. L'air est souillé, irrespirable par endroits. Les vivres manquent, les médicaments, l'eau potable, le pain manquent. Les hôpitaux, les écoles, les infrastructures opérationnelles

sont détruits. Les bâtiments eux-mêmes sont rasés. Ceux qui évoquent Guerica ont raison. Quelle que soit l'issue de cet holocauste, quelle que soit la date d'un cessez-le-feu, le poids de cette agression restera dans les mémoires, et pèsera longtemps. Des décennies seront nécessaires pour apaiser les rancœurs et les haines. Pendant ce temps, des colons accompagnés de militaires spolient les populations de Cisjordanie, et tuent, encore et toujours. Plus de 20 000 morts... Plus de 20 000 morts...

J'ai honte. Notre gouvernement ne fait pas ce qu'il faut. Il y a bien quelques menées diplomatiques annoncées, quelques prises de position de principe. Mais rien qui soit à la hauteur des événements en cours. Loin de là. L'Europe ne fait pas mieux. Nos médias sont timides. Ils hésitent à montrer les images pourtant disponibles, ils hésitent à donner la parole à ceux de nos citoyens qui protestent, militants d'ONG et humanistes connus. On en reste à des commentaires stratégiques et techniques. L'humanité s'échappe. Des pays sauvent l'honneur, comme ils le peuvent, dont l'Afrique du Sud et le Mexique. Des citoyens français et des organisations, aussi, qui manifestent leurs colères et leurs désapprobations dans des manifestations régulières trop peu étoffées. Nous devons faire mieux. Et sauver notre honneur.

Annonces



WWW.CINE-MOVIDA.COM



CINÉ-DÉBAT
CINÉMA CASTILLET

MERCREDI 21 FÉVRIER À 19H

SÉANCE ORGANISÉE EN PARTENARIAT
AVEC FEMMES SOLIDAIRES 66



→ **UPTC. Le parti du cinéma (projection débat avec Christiane Badgley et Chantal Marchon)**

Vendredi 23 février à 18h30 - Clap-ciné à Canet-en-Roussillon.

→ **Assemblée générale annuelle de « Femmes solidaires »**

Samedi 24 février à 15h – 44, avenue de Prades à Perpignan.

→ **« Chemins de la Retirada ». Rencontre sur l'actualité à Gaza**

Samedi 24 février à 15h – Salle Carrère à Argelès-sur-Mer.

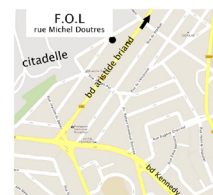


n° gagnant de la tombola **1 023**

Le lot est à votre disposition
au siège du TC, 44, avenue de
Prades à Perpignan.



Mouvement de la Paix 66
rue Michel Doutres - FOL
66000 PERPIGNAN
tél. 04 68 81 23 15



<http://www.mvtpaix.org>
Galerie Art et Paix
<http://www.artetpaix.com>

2024

"Si tu veux la Paix,
prépare la Paix !"
Tous nos voeux
pour qu'en 2024
tous nos espoirs de Paix
se réalisent !

Samedi 17 février 2024,
salle Jean Macé, rez de chaussée, FOL
1, rue Michel Doutres, 66000-Perpignan

Nous vous invitons à l'Assemblée Générale Annuelle du Mouvement de la Paix66, 14h45-16h : rapports moral et financier, bilan 2023, compte-rendu de notre délégué au Forum de la Paix à Vienne (juin 2023), débats, votes, perspectives 2024
16h-17h30 : "20 ans de coopération entre Alénia et le Kenya. Solidarité autour des enjeux sur l'eau, la santé et l'éducation . Une aventure humaine à l'échelle locale face aux enjeux du changement climatique" *par Jacques Pumarada, président du Comité de Jumelage . à partir de 17h30 : Pot de l'Amitié

Dans la salle, exposition des réalisations des centres de loisirs d'Alénia, de Banyuls dels Aspres, de Thuir autour du Maquis Henri Barbusse (juillet 2023)

Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88
mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621
N° ISSN 1279-2039

Gérant / Directeur de publication :
Jean Vilert
Maquette : Corinne Coquet
Une : © Corinne Coquet / Olivier Patoux Gracia
Illustrations : © Delgé
Impression : Imprimerie Salvador
33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)

Webmaster :
Corinne Coquet / Dominique Gerbault
Publicité :
Richard Siméon



Habilité à la parution
de vos **annonces**
légalés.
Contactez-nous par
mail : legales@letc.fr

Éboueurs. Un conflit social historique

Des questions restent posées

Les éboueurs ont repris le travail. Après une dizaine de jours inédits, les salariés ont voté majoritairement la suspension de la grève et la reprise du travail en assemblée générale.

Ce mouvement, rare dans la fonction publique territoriale locale, signifie certainement beaucoup. Il faudrait remonter loin dans l'histoire sociale perpignanaise pour trouver trace d'une grève aussi massive. Nul ne l'avait prévu. Ni à la mairie de Perpignan, ni même parmi les élus de l'assemblée communautaire de Perpignan Métropole Méditerranée (P.M.M) qui est l'autorité de tutelle. Ces salariés donc, peu habitués aux conflits sociaux, ont eu ce courage, contre vents et marées. Pendant dix jours, ils ont rencontré la presse locale, quelques élus solidaires, se sont parlé. Ils ont découvert les difficultés, l'hostilité et les menaces des autorités élues, mairie de Perpignan (cf. article suivant) et Communauté Urbaine. Plus surprenant pour quiconque connaît mal le rôle des syndicats à la ville depuis des décennies, ils ont subi les agressions verbales d'autres syndicats dits « majoritaires », dont F.O.

La démocratie au centre

Le piquet de grève, les assemblées générales quotidiennes, les débats, les votes ont, sans aucun doute, forgé des habitudes démocratiques jusqu'alors inconnues pour la plupart d'entre eux. Les collations tout autant, moments d'échanges entre eux, moments de découvertes. La rédaction elle-même des revendications a permis une mise en perspective du métier, du service public nécessaire, et du respect qui leur est dû. Il faut le dire et le répéter, toutes les décisions ont été prises à la majorité des présents. Elles n'étaient pas celles de

décisions extérieures. Les mauvais coucheurs prétendront le contraire, avec peu de chance d'être écoutés. Ils ont aussi, pour un temps long, découvert un syndicat combatif et responsable, et ils ont fait appel à lui. La CGT Territoriaux a donc accompagné et aidé au bon déroulement de l'action. Elle a joué son rôle.

La posture contestable des autorités

Les négociations ont été difficiles. Contre toute règle habituelle dans ces situations, le syndicat CGT a été banni, toujours oralement, des rencontres possibles avec la direction. Est-ce le manque d'habitude de converser avec les salariés ? Est-ce simplement la haine de droite contre les syndicats non compromis ? Chacun trouvera la réponse. En tout cas, on peut évoquer sans risque d'erreur une vraie posture de discrimination syndicale qui sera dénoncée sans aucun doute. Au bout du compte, peu de conclusions écrites, quelques promesses de rencontres futures et, quand même, quelques améliorations promises par les agents de la propreté (augmentation de prime du régime indemnitaire) avec une date d'échéance au 19 mars. Le courrier adressé par le président de P.M.M, Robert Vila au syndicat CGT est édifiant. Quelques extraits se passent de commentaires : « (...) il est de mon devoir de déplorer certains modes d'action qui peuvent porter un préjudice grave aux grévistes : en effet, il n'est pas acceptable d'utiliser la menace, l'intimidation(...) ». Mais de quoi parle-



© Michel Marc

t-il ? Plus loin, un mensonge : « Il n'est pas acceptable non plus de bloquer les sites, (...), je vous rappelle que ces faits constituent une entrave à la liberté du travail et sont passibles de sanctions pour faute lourde ». Enfin, pour bien comprendre, et après la menace d'appel à la force publique : « la Direction générale reste disposée (...) à rencontrer une délégation des agents de P.M.M accompagnés d'une des organisations syndicales représentatives élue à PMM ». Entendez par là FO.

Michel Marc



Le conflit qui a secoué le service de ramassage des ordures à Perpignan et sur le territoire de Perpignan Méditerranée Métropole, outre qu'il révèle les conditions inadmissibles de travail et de rémunération des agents, aura eu le mérite de montrer à tous les étranges similitudes entre l'extrême droite aux manettes à Perpignan et la droite, dite « républicaine », aux manettes à PMM. Le maire de Perpignan, lors d'une conférence de presse a déclaré aux journalistes, que face au mouvement revendicatif des agents en grève, il n'excluait pas de demander que l'on fasse appel à la force publique.

Ah, qu'il est beau le « défenseur RN » des ouvriers et des petites gens, qui, revenant aux fondamentaux de l'extrême droite, appelle à manier la trique contre des salariés qui ne font que réclamer leur dû ! Le « faux nez » du sieur Aliot est tombé, et derrière « l'aimable » personnage ripoliné à la sauce démocratique

par la sphère médiatique, réapparaît le vieux militant d'extrême droite pour qui la classe ouvrière n'a qu'un droit, c'est celui de la fermer.

Quant à la droite bien-pensante qui règne sur PMM, elle n'a de cesse de vomir sur le syndicat CGT, avec des arguments que n'auraient pas dédaignés les pires politiciens anti communistes durant la guerre froide. Le refus de discuter avec une organisation syndicale représentative sur des revendications légitimes, qui prennent aussi en compte les intérêts de la population (ramassage plus fréquent des poubelles jaunes), en dit long sur le discours convenu des LR et consorts sur la nécessité du dialogue social. Mais au final, comme le dit le bon sens populaire, qui se ressemble s'assemble, comme on l'a vu lors des débats sur la loi immigration.

Roger Rio

Les réactions sont nombreuses et diverses. Elles sont toutes porteuses d'inquiétudes et de propositions constructives.

Pour un territoire habitable et résilient

92 enseignants, chercheurs et ingénieurs de l'université de Perpignan viennent de cosigner une tribune pour alerter sur l'ampleur des effets du changement climatique dans les Pyrénées-Orientales.

Fait assez rare pour être signalé, le monde universitaire lance un cri d'alerte sur des phénomènes climatiques de plus en plus intenses, les canicules et les sécheresses, mais aussi les incendies, le recul du trait de côte et la montée du niveau de la mer, la diminution de l'enneigement, etc. « *Nous sortons tout juste d'une année 2023 qui est la plus chaude jamais enregistrée sur le globe. Chez nous, ces augmentations de température accompagnent de fortes perturbations du cycle de l'eau. Les sécheresses sont telles que l'on peut comparer le stress hydrique que nous vivons depuis plusieurs années avec les situations semi-arides qui touchent l'Espagne ou le Portugal.* »

Le coût de l'inaction sera plus élevé que celui de l'action

Au-delà du constat, les signataires dénoncent le retard pris par les décideurs locaux pour prendre le chemin d'une véritable transition. Ils déplorent les investissements publics ou privés pensés par l'ancien monde. « *Ceci est particulièrement le cas dans notre département en matière d'artificialisation des terres prenant la forme d'incessantes additions de*

nouveaux lotissements et de nouvelles zones pavillonnaires. Confrontées à l'application du Zéro Artificialisation Nette, certaines communes se lancent dans une fuite en avant de projets ayant pour unique objectif d'accaparer les derniers espaces et terres « artificialisables » ; il s'agit d'une course chaotique ayant comme logique « premier arrivé, premier servi », dans laquelle se mêlent intérêts politiques court-termistes et intérêts privés d'aménageurs et de promoteurs. »

Le projet de golf de La Raho est emblématique d'une vision dépassée

Les universitaires rappellent dans leur tribune l'état de crise sur les ressources en eau du département, et précisent que le lac de Ville-neuve de la Raho ne peut accepter aucun prélèvement pour l'arrosage d'un golf et d'un programme immobilier haut de gamme. Les signataires alertent sur les risques de conflits d'usage de l'eau comme l'agriculture, le tourisme ou bien la production énergétique des barrages. Ils ajoutent les impacts négatifs du projet sur la biodiversité et notamment les pollinisateurs. Le chantage à l'emploi est dénon-

cé comme un argument assez classique pour bloquer toute discussion. « *Les pistes de création d'emplois dans le cadre d'une redirection socio-environnementale du territoire sont très largement supérieures à celles qui viennent conforter quelques vieilles rentes socio-économiques locales (rente du foncier, de l'eau, du soleil et de la neige).* »

Une invite à l'action lucide et positive

En conclusion : « *loin d'un défaitisme ou d'un fatalisme, cette tribune est une invite à l'action lucide et positive. Nous vivons sur un territoire qui, par sa situation spécifique, pourrait être un terrain d'expérimentations visant une re-définition du vivre-ensemble. Ce changement appelle à une mobilisation collective (élu-es, associatifs, entreprises, sociétés civiles) que nous, universitaires, avons pour ambition et volonté de rejoindre. Il convient de mettre en œuvre toute notre énergie et toutes nos ressources afin d'assurer que le territoire auquel nous tenons et que nous contribuons à faire vivre demeure désirable et habitable.* »

Jacques Pumaréda

Contact : eric.remy@univ-perp.fr

Interview

Léon Deffontaines s'adresse à l'agriculture des P.-O.

C'est officiel, la campagne des élections européennes est ouverte. Léon Deffontaines, tête de liste du Parti communiste, s'adresse directement aux lecteurs du Travailleur Catalan dans une interview exclusive à la sortie de la première journée du Conseil National du PCF.

On sait que l'actualité du département des P.-O. vous tient à cœur, quels sont vos réactions ?



Léon Deffontaines. : Je tiens à apporter toute ma solidarité et tout mon soutien aux agricultrices et aux agriculteurs qui sont confrontés à cette sécheresse sans précédent. La dernière pluie significative date de mars 2022. Aujourd'hui la situation est telle qu'il va y avoir une remise en cause du modèle agricole et surtout de la survie de nombreuses exploitations.

Bien évidemment en tant que tête de liste du Parti communiste français pour les élections européennes, mais plus généralement en tant que citoyen, je tiens à apporter tout mon soutien et toute

ma solidarité aux agriculteurs. Je pense qu'aujourd'hui il faut vous apporter un soutien, mais surtout, apporter des réponses politiques. Elles sont variées et diverses. Je pense que la première d'entre elles, c'est de pouvoir réunir l'ensemble des acteurs agricoles et de l'État. De façon, à ce que chacun puisse apporter les meilleures réponses, comme pourquoi pas, la déviation d'une partie du Rhône pour permettre d'irriguer les plantations dans les Pyrénées-Orientales. Envisager aussi des reconversions, mais surtout mettre en place un système d'état d'urgence qui permettrait de compenser les pertes à gagner de nos agriculteurs face à la sécheresse dont ils sont victimes. La deuxième c'est aussi permettre à nos agriculteurs de pouvoir vivre dignement !

C'est une question nationale et européenne. Il faut permettre aux agriculteurs de vivre de leur travail et cela implique notamment que l'on puisse fixer des prix planchers minimums sur lequel l'industrie agroalimentaire ne puisse pas aller en dessous !

Propos recueillis par Olivier Patrouix Gracia
Ci-joint QR code de l'interview dans son intégralité



Urbanisme et aménagement

“ L'association Alternatiba 66 invite les citoyens à intervenir

La révision du SCOT « Plaine du Roussillon », Schéma de Cohérence Territoriale, est en cours. Une enquête publique est ouverte du 5 février au 13 mars.

« Le Schéma de cohérence territoriale (SCOT) est un document d'urbanisme français qui détermine, à l'échelle de plusieurs communes ou groupements de communes, un projet de territoire visant à mettre en cohérence l'ensemble des politiques sectorielles, notamment en matière d'habitat, de mobilité, d'aménagement commercial, d'environnement et de paysage » (Wikipédia). Soixante-dix-sept communes sont donc concernées, réparties dans quatre communautés de communes : Les Aspres ; Roussillon Conflent ; Sud Roussillon ; et la Communauté Urbaine Perpignan Méditerranée, regroupant plus des trois quarts de la population totale du département. Les élus locaux, départementaux et régionaux ont été associés à son élaboration. Quand le schéma est validé (préfet), il sert de cadre contraignant à toutes

les initiatives du territoire pour les années à venir.

Les regrets et réserves d'Alternatiba

« Après avoir décrypté le nouveau Schéma de Cohérence Territoriale, Alternatiba66 fait part de ses réserves et suggestions qui seront déposées lors de l'Enquête Publique, ouverte à tous les habitants du 5 février au 13 mars ». Tout en reconnaissant la richesse et l'intérêt du document, l'association « déplore que les constats et les propositions des cahiers de diagnostic ne se traduisent pas par des décisions réorientant clairement les objectifs ». Elle conteste la poursuite de l'urbanisation effrénée, et invite à « spécifier un cadre incitatif ou contraignant dans ces aménagements ». Rappelant l'existence de la loi « Climat et résilience de 2021 » ainsi que l'objectif natio-

nal de Zéro Artificialisation nette (Z.A.N), le collectif note la distorsion évidente entre les objectifs affichés par les lois nationales et la réalité du dossier ainsi rédigé. L'association questionne ensuite, clairement : « pouvons-nous considérer que les projets de Golf (Villeneuve-de-la-Raho), de Parc aqua-ludique (Perpignan sud), de Méga parc à thème cinéma-jeux vidéo (Perpignan sud)

ou de Grand circuit automobile (Rivesaltes nord) soient compatibles avec un développement préservant le climat, la sécurité alimentaire, un usage rationnel des terres ? ». Les détails concernant le mode d'emploi pour une intervention citoyenne, trop peu mis en avant, sont en ligne sur le site « révision du SCOT Plaine du Roussillon ».

Michel Marc



ALTERNATIBA

Sécheresse catalane

Le drapeau rouge est levé

En Catalogne, les larmes ne produisant pas d'eau, la solidarité et le changement de comportement doivent s'inviter.

Les deux côtés des Pyrénées subissent le même sort. La Catalogne espagnole en vient à déclarer l'état d'urgence à Barcelone. Le contexte est le suivant : Barcelone et sa périphérie concentrent environ 5,7 millions d'habitants sur une population catalane totale de 8,5 millions d'habitants. La generalitat prévoit une réduction de 80 % de la consommation d'eau pour l'agriculture et de 25 % pour l'industrie, sans compter la diminution de la pression de l'eau et les mesures secondaires (interdic-

tion de remplir les piscines d'eau douce, etc.). Il est même prévu de faire venir de l'eau douce par bateau, malgré l'usine de traitement de l'eau de mer la plus grande d'Europe qui fonctionne à fond. Il aura fallu descendre jusqu'à 1916 pour retrouver une situation similaire avec des bassins de rétention d'eau au-dessous de la barre des 16 % de leur capacité.

Les conséquences économiques risquent d'être des plus catastrophiques et ce sont toujours les mêmes qui vont payer, les

plus démunis. Il faut des programmes solidaires et inventifs certes, mais c'est aussi à une remise en cause des habitudes mercantiles et égoïstes qu'il faut s'atteler. Dans ce contexte, changer certaines habitudes, notamment pour ceux qui considèrent la Catalogne comme le déversoir aisé et sans retenue de leur dévouement ludique face à une population besogneuse pressée de se serrer la ceinture, ne sera pas de trop.

Yvon Huet



Conseil départemental

Solidarités et accusations contre le gouvernement

En session publique du conseil départemental du 8 février, un certain nombre de sujets ont été abordés. Il y a eu notamment un long débat sur l'agriculture avec un soutien unanime qui interroge, au regard des orientations politiques adoptées par la droite et l'extrême droite à l'Union Européenne. Il y a eu aussi un rapport sur les orientations en matière d'éducation 2024.

Un fonds d'aide exceptionnel à hauteur de 430 000€ a donc été voté par le département, adopté à l'unanimité, (1 000€ pour 430 exploitations en grande difficulté déterminées auprès de la MSA).

Les paysans soutenus

Lola Beuze a pris la parole pour exprimer sa solidarité au monde agricole et rappeler le contexte général : « depuis plus de 40 ans, les agriculteurs subissent les politiques néolibérales, qui nous mènent à une précarité insupportable, avec des revenus très bas et des petites retraites. » Pourtant les agriculteurs jouent un rôle essentiel, non seulement nourrir la population, mais aussi dans l'aménagement de l'espace.

Les lois Egalim n'ayant pas permis de fixer un prix juste, « l'agro-industrie profite des marges au détriment des petits agriculteurs locaux (...). Les producteurs sont pénalisés par les traités de libre-échange, les produits importés ne respectant pas les mêmes normes écologiques. Il faut aussi une répartition plus équitable des aides de la PAC. »

Développer l'agroécologie par exemple permettrait de lutter contre les effets du dérèglement climatique, comme la sécheresse. Cette agriculture joue un rôle très important pour l'environnement, a-t-elle abondé. Elle concluait son intervention en évoquant une montée générale des colères dans le pays, chez les agriculteurs, salariés, privés d'emploi,



fonctionnaires, services publics et sur la médiocre réforme des retraites...

L'école publique en questions

Françoise Fiter, au nom du groupe communiste, soulignait « l'attachement indéfectible et concret de notre majorité à l'école publique, (...) avec notamment l'entretien et la rénovation de nombreux collèges et la construction de nouveaux établissements ».

Elle a ainsi évoqué le cas du collège Albert Camus dont le foncier, après « plus de la moitié du mandat municipal », a enfin été mis à disposition par la mairie de Perpignan pour sa reconstruction. Elle poursuivait : « Notre majorité considère la jeunesse comme une chance, qui ne demande qu'à développer sa citoyenneté, son esprit critique, nous faisons le choix de soutenir, plutôt que pousser les jeunes à

mettre le petit doigt sur la couture de l'uniforme... Nos conceptions sont à des années lumières des accents de caporalisation de la jeunesse exprimée dans le discours droitier et extrême droitier du 1^{er} ministre. Celui-ci met en grand danger le collège de la République au travers d'un prétendu "choc des savoirs" visant l'instauration de classes de niveau plutôt que le recrutement et la revalorisation des professeurs. » Un séparatisme social dont les enfants des catégories les plus défavorisées vont encore une fois faire les frais.

L'élue a affirmé au nom du groupe son soutien à l'ensemble du corps enseignant et de la communauté éducative qui se mobilisent pour plus de moyens et contre cette vision ultra libérale de l'école.

Simon

OMYA. Grève terminée

Le groupe Omya compte aujourd'hui environ 8 000 collaborateurs sur plus de 180 sites industriels, dans plus de 50 pays. Omya SAS est présente en France et compte environ 340 collaborateurs répartis sur 8 sites, dont Salses.

Depuis lundi 05 février l'ensemble des salariés de la société OMYA SAS étaient en grève. Sur le site de Salses, ils étaient 90%. Un accord de fin de conflit a été signé le 8 février. La raison principale de cette grève concernait principalement les Négociations Annuelles Obligatoires (N.A.O) 2024. Après que la direction d'OMYA ait accepté l'ouverture des négociations, au bout de 3 jours de grève et en passant par des menaces de plan social sur Salses notamment, elle a fini par entendre raison et un accord a pu être trouvé avec la CGT. Les salariés ont gagné 1% supplémen-

taire d'augmentation de salaire au 1^{er} janvier 2024, ce qui fait une moyenne de 4.35% d'augmentation. Ils ont aussi obtenu que si l'inflation dépassait 1.8% sur le 1^{er} trimestre 2024, une augmentation de 2% supplémentaire serait octroyée en juin 2024. Une augmentation de la prime transport sera négociée dans les mois à venir. Et des négociations sur les titres restaurants sont ouvertes pour 2024. Les salariés et la CGT se félicitent de cette victoire et restent vigilants sur l'application de cet accord.



Apiculture P.-O.

En grande souffrance

Les calamités successives, les lenteurs et les erreurs administratives des service de l'État et la sécheresse ont fini par mettre l'ensemble de l'activité apicole en grand danger. L'U.S.A.R s'explique.

L'Union Syndicale Apicole du Roussillon (U.S.A.R.) rassemblait ses adhérents à Ille-sur-Têt le dimanche 11 février. Cette association regroupe 182 apiculteurs du département (dont 155 « amateurs » et 27 professionnels) qui cultivent et entretiennent 7 866 ruches (dont 1 401 pour les amateurs et 6 465 pour les professionnels). Le syndicat organise donc des formations, rassemble les informations et défend la profession et l'ensemble de l'activité. Par ailleurs, pour des raisons sanitaires essentiellement, il est obligatoire de se déclarer au GDSA (Groupement de Défense Sanitaire Apicole) de son département. Les calamités se succèdent

« Depuis cinq ans, quatre calamités se sont succédé, dont trois liées directement à la sécheresse persistante », précise ainsi Huguet ..., trésorier de l'association. Moins d'eau pour les plantes, une floraison en berne et des abeilles qui ont soif, ne trouvent plus assez de pollen et de nectar, et s'affaiblissent jusqu'à la mort de la colonie. « En 2022, la récolte de miel a perdu entre 50 et 80 % selon les secteurs, et des essaims se sont éteints qu'il nous faut remplacer ». Il poursuit : « il y a eu aussi les dégâts liés aux néonicotinoïdes, en recul, les attaques des frelons asiatiques que l'on piège, mais là, le gros problème, c'est le manque d'eau ». Il nous rappelle ensuite qu'il ne s'agit pas simplement d'une question corporatiste, mais qu'il s'agit de l'intérêt commun, de l'intérêt de tous. « La pollinisation reste très importante pour les productions locales, maraîchères et fruitières, ainsi que pour l'équilibre de la nature et la biodiversité ».

Les services de l'État en accusation

« En 2022, éligibles à la solidarité nationale, nous avons fait les déclarations de perte, précises et renseignées. Nous avons été tout simplement

Pesticides : les abeilles des P.-O. ont le bourdon



oubliés par la DDTM (direction départementale des territoires et de la mer) ». Il explique : « une colonie, ça coûte à peu près 150€, et il nous faut les remplacer, et la production n'est pas au rendez-vous. L'USAR a donc décidé d'attaquer l'État, au Tribunal Administratif ». L'affaire est en cours. « En 2023, la filière était encore éligible aux calamités agricoles mais il faut que l'on soit assuré. Et aucune assurance ne veut plus nous assurer. Et l'État se désengage de plus en plus. Nous sommes dans l'impasse. Les trésoreries sont à plat ». Dimanche, à Ille-sur-Têt, les acteurs ont tenté de débroussailler les solutions à mettre en œuvre.

Michel Marc

Jeudi 22 février 2024 - 18h / Méga Castillet - Perpignan

Missak Manouchian est devenu français non par le sang reçu mais par le sang versé.

L'entrée au Panthéon de Missak Manouchian, arrêté par la police française et mort pour la France sous les balles allemandes, est un contrepoint humaniste salutaire à la xénophobie, au racisme et à la violence que l'extrême droite s'active à distiller dans l'opinion publique.

Le testament laissé par Missak Manouchian à Mélinée le 21 février 1944 s'accomplit et la France honore enfin dignement la mémoire des 23 de l'Affiche rouge qui crièrent la France en s'abattant.

Dans notre département, nous aurons une pensée particulière pour Boruch Lerner, Roumain, et Hassada Tenenbaum, Polonaise, tous deux juifs d'Europe orientale détenus au camp de Rivesaltes puis évadés en 1941 pour rejoindre les rangs des FTP-MOI à Paris, où ils seront arrêtés en 1943. L'un fusillé au Mont Valérien, l'autre déportée mais rescapée d'Auschwitz-Birkenau. Cette Panthéonisation de Manouchian est une victoire, remportée contre tous ceux qui tentent d'effacer le passé, qui entretiennent des confusions historiques les plus dangereuses et qui essaient d'effacer de la mémoire toute trace de luttes victorieuses.

La création d'un Comité d'initiative citoyenne créé dans les P.-O. pour la commémoration du 80^e anniversaire de la libération de notre département s'emploiera à montrer la portée émancipatrice de la Résistance et l'actualité toujours présente de ses combats libérateurs.

M. C.

Au lendemain de leur entrée au Panthéon

Hommage

à Missak et Mélinée Manouchian
et à ceux de L'Affiche Rouge

Jeudi 22 février 2024 - 18h
Méga Castillet de Perpignan



- Projection de l'Armée du crime de Robert Guédiguian.
- Échange avec Gérard Streiff Diplômé d'histoire de l'IEP Paris, auteur d'une biographie croisée sur le couple Manouchian.
- Apéritif dinatoire

Bon de soutien 10€*

donnant droit à l'entrée du cinéma et à la réception d'après projection. Carton à présenter à l'entrée.

* À réserver auprès de la fédération du PCF86 - 44 avenue de Prades - 66 000 Perpignan, ou de votre section.



Avec le soutien du comité d'initiative citoyen du 80^e anniversaire de la libération des P.-O.



Reis, ossos i carnavals

- És curiós que a part dels pobles on es combina amb les festes de l'os, Arles, Prats de Molló i Sant Llorenç de Cerdans, a casa nostra pràcticament ja no trobem carnavals, llevat d'algunes excepcions com a Alenyà i la seva desfilada de carrosses. ...

- Al sud, en canvi la tradició se manté més: Roses, per exemple, ho fa durar tres dies cada any amb cavalcades, rues i festes diverses fins al tradicional final que anomenen « l'enterrament de la sardina » amb espectacle de focs d'artifici inclòs..

- En la forma, recorda molt a les desfilades dels Reis Mags, tot és molt assenyat, lluny dels excessos que se suposa que caracteritzen el carnaval : sem lluny de "Per Carnaval tot s'hi val"! La prudència i la necessitat de ser políticament correctes mana. Pensa que per a la cavalcada de reis de Girona, per exemple, ja no es veu cap cavall ni camell, en nom del benestar animal; tampoc es veuen tractors o vehicles 4x4 per tirar les carrosses, res amb motor, en nom de la lluita contra la contaminació. i l'estalvi energètic...

- ... sense descuidar l'exigència que s'estén que el rei negre, perdó, "de color", sigui un autèntic home de color, en nom de la lluita contra el racisme...

- Belleu per això les festes de l'os cada any atrauen més gent; als carrers dels pobles de l'Alt Vallespir queda encara alguna cosa salvatge i transgressora, però per quan de temps?

- En efecte; d'any en any el caos momentani que hauria de ser aquesta festa deixa pas a seqüències cada cop més organitzades: després d'una festa específica d'ossets per als mainatges, ara hi ha una versió també per la gent de més edat; a Prats ja hi ha osses, perquè amb només ossos era una discriminació sexual insuportable. Trigarà gaire per que veiem una festa amb ossos per a totes les categories LGBT+?

- És així, queda clarament poc espai per a les transgressions que, en un marc espai-temporal molt precís i enquadrat, definien el carnaval, mes hi queda encara espai per a l'humor oi?

C&C

Perpignan

Un livre sur trois ans de municipalité RN

Olivier GANDOU fait paraître aux éditions L'Harmattan un ouvrage qui ne peut que nous intéresser « **PERPIGNAN SOUS MANDAT RN** ».

Il s'agit de voir par le menu ce qui s'est passé dans notre chère ville de 2020 à 2023 avec le premier maire RN d'une ville de 100 000 habitants. L'auteur a présenté son ouvrage le jeudi 8 février à la librairie Torcatis. Il ne s'agit pas exactement d'une analyse politique, mais d'un relevé des décisions du nouveau maire et de l'impact qu'elles ont pu avoir sur la ville. L'ouvrage est structuré en 14 thématiques pour saisir l'ensemble de la démarche de la nouvelle équipe pour laquelle l'auteur ne cache pas son antipathie, même s'il cherche à préserver un regard lucide sur les évolutions en cours. Il l'avoue dès l'introduction : « *ce livre est l'aboutissement d'une défaite électorale qui a créé chez moi de nouveaux besoins* ». Il veut porter sur ces événements un regard subjectif et objectif. Il se dit anticapitaliste et écologiste, démocrate, catalaniste, contre le discours de haine, pour un athéisme politique. Son idéologie personnelle est opposée au RN.

Mais ce livre d'opposant s'affirme objectif, basé sur l'activité du maire de Perpignan selon une thématique riche et une chronologie affichée.

Bien sûr la dimension sécuritaire de la politique d'Aliot est mise en avant, mais la difficulté de mettre en lumière toutes les données chiffrées ne permet pas de tout savoir. Gandou parle d'un « *iceberg informatif* ».

L'arrivée d'Aliot est resituée dans l'histoire récente de la ville. Dans les mutations socio-économiques qui la dessinent, dans les divisions qui s'y installent.

Une description de la ville et de ses difficul-



L'Harmattan

tés est faite sans complaisance. L'ouvrage est structuré. Les rapports avec l'extrême droite ne sont pas toujours avoués, mais ils sont réels. La proximité avec l'intégrisme catholique est mise en avant. Les projets de la municipalité précédente sont poursuivis. Les questions financières sont traitées de façon opaque. Les questions de personnes, comme les mutations, promotions, départ sont rarement explicitées. La démocratie reste le plus souvent à la porte de la mairie.

Jean-Marie Philibert

TOURRES JEAN

Electricité
Climatisation
Pompe à Chaleur
Entretien
Dépannage
04 68 22 86 30

PROMOTION

TOURRES JEAN
Electricité ALENYA

INDUSTRIE - TERTIAIRE
BÂTIMENT - CLIMATISATION

1, Place Henri Sayroux - 66200 ALENYA
www.electricite-jeantourres.eu
Tél : 04 68 22 86 30 / 06 11 23 55 12 - Email : marje66@jeantourres.com

Si j'avais trois milliards...

Quand la science économique disserte sur le probable et l'improbable.

Dans la science économique sérieuse actuelle, il est de bon ton de s'interroger sur des problèmes issus de situations improbables. Par exemple, que feriez-vous si vous étiez aux manettes d'un aiguillage d'une voie ferrée avec comme seule possibilité le choix d'orienter le train vers une voie où il écrasera cinq personnes – car elles sont immobilisées sur le rail – ou de le diriger sur une autre voie dans laquelle il va percuter un mur tuant ainsi beaucoup de passagers. On laisse à l'imagination de chacun d'expliquer pourquoi ces personnes sont immobilisées sur une voie ferrée et pourquoi on a construit un mur sur une voie. La situation paraît un peu surréaliste mais cela n'empêche pas d'en tirer des leçons générales du point de vue de la science économique sérieuse. Cela même peut participer à vous conduire au prix Nobel d'économie, n'est-ce pas Monsieur Richard Thaler ?

Et si...

On pourrait en déduire que les économistes sérieux font comme

les enfants qui aiment bien s'interroger sur des événements improbables. Alors, comme les enfants ou les économistes sérieux posons-nous cette question puérile – à laquelle nous avons peut-être déjà tous joué – et si tous les ans, en tant que chef du gouvernement je disposais d'une somme de trois milliards d'euros, qu'est-ce que je ferais ?

J'entends déjà les fonctionnaires nous expliquer qu'il serait urgent d'augmenter leur niveau de rémunération (nous y reviendrons dans notre prochaine chronique). D'autres nous diraient qu'il est indispensable d'investir dans la transition écologique. Nous pourrions aussi les mettre dans l'éducation ou dans la santé, pourquoi pas – soyons fous – pour aider les plus pauvres, voire aider d'autres pays qui en auraient cruellement besoin. Peut-être, cette somme annuelle permettrait d'accompagner une véritable politique pour les personnes les plus âgées. En d'autres termes, des idées judicieuses pour utiliser ces 3 milliards nous n'en manquerions pas. Depuis des dizaines d'années,



tous les chefs de gouvernement successifs de la France ont tous disposé de ces trois milliards. En réalité, ils avaient certainement bien plus mais on peut être certain qu'ils pouvaient user à loisir de ces trois milliards.

Alors depuis tant d'années qu'en ont-ils fait ?

Ils ont maintenu la force de frappe nucléaire française. Chacun comprendra aisément l'urgence qu'il y a à disposer des bombes atomiques ! Pas quelques-unes, mais presque 500 ogives. À ce niveau

ce n'est plus de la dissuasion car avec une telle puissance de frappe on doit pouvoir rayer n'importe quel pays de la carte voire la planète entière. Qui peut croire raisonnablement qu'un jour on s'en servira ?

Ceci dit, l'entretien de ces bombes est, pour partie, financé par le recours à l'endettement. Ils en ont de la chance nos descendants. Ils auront une dette à rembourser et en plus de jolies ogives nucléaires. Comme cela s'il leur prenait l'envie de s'amuser, ils auront de quoi faire un grand feu d'artifice... Les veinards.

Andefroi

- annonces légales - annonces légales - annonces légales - annonces légales -

AVIS DE CONSTITUTION

SUD OCCIT 66
Société par actions simplifiée unipersonnelle
Au capital de 200€
Siège social : 4 rue Jeanne Jugan 66100 PERPIGNAN

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 03 février 2024, il a été constitué sous la dénomination sociale SUD OCCIT 66 une société par actions simplifiée unipersonnelle présentant les caractéristiques suivantes :

Siège social : 4 rue Jeanne Jugan 66100 PERPIGNAN

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et de sociétés

- Objet social : L'activité artisanale de peinture, plaquiste et pose de clôtures. La commercialisation de tous produits ayant trait à cette activité.

Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Le capital social s'élève à la somme de 200 euros, il est divisé en 20 actions de 10 euros chacune, entièrement souscrites et libérées à hauteur de 200 euros.

Présidence : M. BENSADIA Miloud, né le 01 janvier 1975 à ACHAACHA (ALGERIE)

demeurant à 4 rue Jeanne Jugan 66100 PERPIGNAN est désigné en qualité de Président.

La société sera immatriculée au registre du commerce et de sociétés de Perpignan.

Pour avis et mention,

AVIS DE CONSTITUTION

NICHEL
Société Civile Immobilière
Au capital de 200€
Siège social : 37 RAMBLA DE L'OCCITANIE 66000 PERPIGNAN.

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 01/02/2024, il a été constitué sous la dénomination sociale NICHEL une société civile immobilière présentant les caractéristiques suivantes :

Siège social : 37 RAMBLA DE L'OCCITANIE 66000 PERPIGNAN

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et de sociétés

Objet social : L'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, l'aménagement, la construction, l'administration et la location de tous biens et droits immobiliers, de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

La vente à titre exceptionnel des biens dont la société est propriétaire.

Le capital social s'élève à la somme de 200 euros, il est divisé en 20 actions de 10 euros chacune, entièrement souscrites et libérées à hauteur de 200 euros.

Gérance : M. DUMONT Nicolas demeurant 37 RAMBLA DE L'OCCITANIE 66000 PERPIGNAN est désigné en qualité de gérant.

La société sera immatriculée au registre du commerce et de sociétés de Perpignan.

Pour avis et mention,

Alénya

English opera



Directeur de l'Orchestre symphonique d'Alénya Roussillon (OSAR), contrebassiste et compositeur, Bernard Salles enregistre un opéra, Gabaston, dans sa commune d'élection.

Bernard Salles ne s'endort pas sur ses lauriers. Contrebassiste, chef d'orchestre, compositeur, enseignant, après des études au conservatoire de Perpignan puis à Paris, il devient professeur au conservatoire de Pau où il fait l'essentiel de sa carrière. Il y crée pas moins de deux orchestres, tout en jouant dans plusieurs autres en France et ailleurs. Revenu au pays pour la retraite, il ne s'arrête pas. En 2018, il crée l'OSAR, *Orchestre Symphonique d'Alénya Roussillon*, qui a désormais sa place dans le paysage musical départemental. Alénya, car, dit-il, « *la commune est un phare culturel dans le département, elle nous soutient fortement, par une subvention, mais aussi en achetant des concerts, en nous hébergeant.* »

L'OSAR compte une cinquantaine de musiciens professionnels et amateurs, dont de grands élèves du conservatoire.

Bernard Salles se donne pour mission « *de faire découvrir la musique classique à des tarifs attractifs, de faire entendre au public un orchestre symphonique en vrai.* » Mission accomplie, les concerts de l'OSAR sont souvent complets.

L'orchestre est aujourd'hui engagé dans une nouvelle aventure, la création d'un opéra écrit en anglais, composé par Bernard Salles. Intitulé *Gabaston*, il évoque un épisode de l'histoire de l'Angleterre au XVIII^e siècle. Édouard II, roi d'Angleterre, était amoureux de Gabaston, son mignon. Comme il ne s'occupait que de lui, les barons du royaume entrèrent en révolte. S'ensuivit une guerre durant laquelle les barons décapitèrent Gabaston ! « *Pour une fois dans l'opéra* », s'amuse Bernard Salles, « *ce n'est pas la soprano qui meurt, mais le ténor !* » *Gabaston*, mignon du roi. Un opéra qui, outre l'orchestre, nécessite cinq solistes et un chœur (Tutti Canti). L'idée est d'en enregistrer plusieurs extraits afin de démarcher des maisons d'opéra, d'essayer de le créer en Angleterre. Un projet d'une belle ambition qui bénéficie déjà du résultat d'une cagnotte en ligne et pour lequel Bernard Salles a fait jouer ses réseaux amicaux et professionnels.

Samedi dernier dans les caves Ecoiffier c'était l'enregistrement. On pouvait voir un ensemble fortement mobilisé par l'enjeu, une équipe technique idem. L'occasion, au travers d'extraits, d'approcher l'œuvre, impressionnante, marquée par des moments de grande intensité dra-



▲ Bernard Salles pendant l'enregistrement.

matique, d'explosions fracassantes, d'amples vagues mélodiques. Occasion, aussi, d'apprécier la qualité des deux chanteuses présentes. À coup sûr, une réalisation prometteuse, que nous accompagnons de nos vœux.

Nicole Gaspon

Musique sacrée

Déclinaison de l'écho

Le 38^e festival de musique sacrée 2024 se tiendra du 15 au 28 mars à Perpignan, il entend proposer « une mosaïque d'évocations et d'émotions. »

Forte d'une édition 2023 qui a connu un fort succès public, Elisabeth Dooms, directrice du festival, dévoilait il y a peu les contours de la prochaine, conçue autour du thème de l'Écho. Du 15 au 28 mars, ce seront vingt-et-un concerts dont 85 % gratuits. L'accessibilité reste pour l'équipe organisatrice la règle d'or, ainsi que l'attention portée à la jeunesse. De même que « *la volonté de soutenir les artistes dans un contexte difficile.* » Pour tenir ces orientations, « *il faut rechercher des solutions pour gérer les ressources et les dépenses.* » Parmi ces moyens, la mutualisation, les partenariats. Ces derniers sont nombreux : Conservatoire, Jazzèbre, Médiathèque, festival Pablo Casals, Institut Jean Vigo... Le thème de l'Écho renvoie au miroir, à la double écoute, au temps, « *notions qui traversent toute l'histoire de la musique.* » Une programmation qui conjugue création et spiritualité, « *sans oublier le monde, les défis, la violence.* » Quelques innovations cette année : le village du festival sera installé au chevet de l'église des Dominicains, les paroles d'artistes d'avant concert sont remplacées par des rencontres en bord de

scène juste après les concerts. Exigence également d'éco responsabilité avec une plateforme de covoiturage, un parking à vélos... De nouvelles perspectives pour l'avenir ont été évoquées, comme l'utilisation de l'ancien couvent Sainte Claire, un éventuel jumelage avec Tanger. Vingt-et-un concerts donc, entre l'église des Dominicains, la cathédrale, le théâtre municipal, l'Archipel. Le concert d'ouverture le 15 mars est le fruit d'un travail au long cours avec les élèves de l'école Pasteur Lamartine, de l'école Jules Ferry et de la chorale du collège Marcel Pagnol. Sous la direction de Paul Smith, ce sera *Origines* et fera la part belle au chant a cappella. Ce concert fera partie des trois rassemblements dans *Les pousses du festival*. Et aussi, cinq concerts *Florilège* les seuls payants de 1 à 30€ ; sept concerts *Mosaïque*, deux concerts *Le Off*. S'y ajoutent quatre soirées au village du festival. On y entendra des musiciennes et musiciens d'ici ainsi que des artistes de la scène nationale et internationale, dans des musiques baroques, classiques, du monde. Notons *Les Maîtres de Notre-Dame de Paris* par l'ensemble Correspondances (le requiem de



Campra le 26 mars), des chants sacrés du sud de la Syrie (24 mars), Lambert Wilson et le pianiste Roger Muraro (28 mars), et bien d'autres.

N. G.

Informations festivalmusiquesacree@mairie-perpignan.com ; réservations 04 68 66 18 92 - www.perpignantourisme.com

Archipel

Un théâtre qui rassemble

À l'occasion des représentations de *Peplum médiéval* la semaine passée, Jackie Surjus, directrice du théâtre scène nationale, faisait le bilan du début de saison.



▲ Olivier Martin-Salvan

Le metteur en scène et acteur Olivier Martin-Salvan était aux côtés de Jackie Surjus afin de présenter, juste avant l'une des deux représentations, sa création, *Peplum Médiéval*, co-produite avec l'Archipel. Créée en octobre 2023 à la MC2 Grenoble, cette pièce est en tournée jusqu'en juin prochain. Olivier Martin-Salvan insistait sur les caractéristiques de son travail : inclusion, pluridisciplinarité, « *un théâtre qui rassemble, que cha-*

acun, dans le public, s'y retrouve. » Des orientations qui rejoignent celles de l'Archipel. Jackie Surjus profitait de cette rencontre avec la presse pour faire un point d'étape de la saison en cours. Elle se réjouissait des 62 000 places vendues à ce jour, « *beaucoup plus que l'an dernier.* ». Elle poursuivait : « *Nous sommes victimes de notre succès, la plupart des prochains spectacles sont complets, la pièce de Lagarce avec Catherine Hiegel, les marion-*

nettes, Viva Frida, le cirque. Au nom du père d'Ahmed Madani, tous les concerts sandwiches. »

Aller à la rencontre des publics

La directrice citait également le plus de 2 000 abonnés, le taux d'occupation de 95 %. On arrive à un prix moyen de spectacle de 18€ et des tarifs dégressifs. Autre constat, « *l'envie de vivre après la période COVID... d'où une programmation qui tient compte du passé et réinterroge le présent. Il faut parler du monde d'aujourd'hui, comme avec le chorégraphe Mehdi Kerkouche qui porte une nouvelle esthétique de la danse.* » Pour le futur projet, 80 % de la programmation est prête, la marionnette sera un temps fort, plus que cette année, et aussi le cirque et la danse. Seront développées les actions de médiation culturelle avec la PJJ, les SESSAD, l'association Alzheimer... Jackie Surjus entend aussi déve-

lopper le hors les murs pour « *aller à la rencontre des publics, il faut ouvrir le lieu sur les territoires, il y aura aussi des spectacles à l'hôpital...* ». Seront également multipliés résidences et partenariats dans le souci de mutualiser les financements. La doxa de la directrice : « *non à la culture descendante on co-construit ensemble une politique culturelle, on repère les zones blanches...* ». Dans ce projet, la concertation entre les sept scènes nationales d'Occitanie joue à plein. Pas question de jouer perso. Dans la foulée, Jackie Surjus annonçait la fermeture d'Elmediator pour quelques mois, le bâtiment n'est plus aux normes. Enfin, elle dévoilait quelques noms de la prochaine saison : *L'avare* de Jérôme Deschamps, le cirque du *Slava's Snowshow* à Noël et la chanteuse Camille. Qu'on se le dise.

N. G.

Où sortir ?

Perpignan

L'Archipel | Vendredi 16 février à 12h30 | **Duo flûte & piano** | 8€. **Institut Jean Vigo** | Mardi 20 février à 19h | Projection - **Le Bourdigou ou la bataille du littoral** | 6€/réduit 5€. **La Casa musicale** | Vendredi 16 février à 20h | **Noldea party** | Gratuit.

Banyuls-sur-Mer

Salle Novelty | Dimanche 18 février à 17h | Théâtre - **Je de dames**, par la Compagnie Turutut, auteur François Noël | 8€. **Dimanche 18 février à 17h** | Théâtre - **Hedda** de Sigrid Carré-Lecoindre | 8€.

Canet-en-Roussillon

Clap ciné | Dimanche 18 février à 16h30 | Projection - **The Fabelmans** | 6€.

Font-Romeu

Casino | Dimanche 18 février 18h | Théâtre - **Et toi, comment tu te débrouilles ?** | Gratuit.

Les Angles

Salle Angléo | Mardi 20 février à 20h30 | Festival givré - **Marc Antoine Le Bret** | 30€/réduit 20€. Mercredi 21 février à partir de 17h | **Marché d'Aqui** | Gratuit. **Cour du vieux château** | Les jeudis 15, 22, 29 février et le jeudi 7 mars de 17h à 19h | **Les musicales givrées** | Gratuit.

Maureillas-las-Illas

Foyer municipal | Samedi 17 février à 19h | Concert - **Rock Metal avec Earbleeds** | 5€.

Saint-Cyprien

Village | Dimanche 18 février à 16h | Théâtre - **Pas de préavis** par la compagnie Les Chipotères | 7€.

Sainte-Marie-la-Mer

Complexe Oméga | Jeudi 22 février à 20h30 | Théâtre Primavera - **Entre adultes concentrants** | Non communiqué.

Torreilles

Salle des fêtes | Vendredi 16 février à 21h | Théâtre - **La fin du monde** | Gratuit.

Film

DAAAAAALÍ !

Une jeune journaliste déterminée à réaliser un documentaire sur la grande star « surréaliste » de son temps alors que Yannick Noah est en finale à Roland Garros, voilà le pitch du tout dernier Quentin Dupieux.

C'est plus un hommage qu'un biopic consacré au génie de la peinture surréaliste qui s'amuse à rendre les montres molles et à faire dégouliner le temps, un personnage excentrique, narcissique, totalement mégalomane, égocentrique, et ambigu par l'attraction dégoûtante des fascistes de son temps, Hitler et Franco. Son nom s'écrit au cinéma avec six « A ». Daaaaaalí, comme les six interprètes qui imitent chacun à leur manière sa folie verbale.

Oui, on rit, on est surpris. On rit de sa propre surprise c'est l'effet Dupieux. Effet habituel de ce cinéaste qui nous émerveille une ou deux fois par an parce qu'il tourne beaucoup et vite. On est émerveillé par ses audaces et son âme d'enfant. Il faut rappeler quand même que Quentin Dupieux répond également au nom de Mr. Oizo, figure emblématique de la musique électronique de la « French Touch » comme les Daft Punk. Identifié ou non, il s'impose comme un artiste d'icônes, d'images et de

sons. Avec Daaaaaalí, il construit de la démesure irréaliste dans une heure dix-huit de pellicule. L'Espagne et la Catalogne raisonnent dans nos oreilles grâce aux accords lancinants de guitare de la seule musique orpheline qui constitue la BO signée Thomas Bangalter. Dans ce scénario digne d'une « Fontaine nécrophilique coulant d'un piano à queue » issue de la méthode spontanée de connaissance irrationnelle, basée sur l'objectivation critique et systématique des associations et interprétations délirantes du maître catalan, ne cherchez ni début, ni fin, mais bel et bien une œuvre cinématographique de l'artiste pour l'artiste.

Petite mention spéciale à Romain Duris qui n'a pas eu la chance de se lisser les moustaches à la Dali mais qui participe à cette audacieuse aventure. Sa muflerie répugnante dégouline au fur et à mesure du film, prédateur d'une industrie cinématographique, dans tous les sens du terme. On sort de la séance rafraîchi d'une expérience de six interprètes pour un seul et même personnage. Six et un font sept, comme le classement du cinéma dans l'échelle de l'art.

Ce film audacieusement original donne envie de faire du cinéma, avec une caméra gigantesque !

Olivier Patroux Gracia



« La Ferme des Bertrand » de Gilles Perret : en phase avec l'actualité

« Les jours heureux », « Walter en résistance », « La sociale », « Debout les femmes », le cinéaste Gilles Perret aborde invariablement la réalité du monde politique, économique et social. Son nouveau film-documentaire « La Ferme des Bertrand », sorti en pleine mobilisation du monde agricole, ne pouvait mieux tomber. En voisin d'une ferme en Haute-Savoie, le réalisateur filme trois frères éleveurs en 1997 lorsqu'ils passent le relais à leur neveu et sa femme après avoir trimé pour agrandir et moderniser leur ferme. Vingt-cinq ans plus tard, le réalisateur-voisin reprend la caméra au même endroit, avec le même engagement. À travers le quotidien dans l'exploitation agricole, l'histoire relate le parcours de vie de la famille, ses envies, ses rêves. Certes, la ferme est prospère, mais la rudesse du travail, le souci de la relève, la préservation de l'environnement, la vente du lait, le bien-être animal, sont des questions en filigrane tout au long du film. C'est une histoire intime, sociale et économique. C'est une Histoire peu ou pas racontée, l'histoire d'une lutte du monde paysan qui n'est jamais finie.

Ray Cathala

50 ANS DANS LA VIE D'UNE FERME



LA FERME DES BERTRAND

de Gilles Perret
AU CINÉMA LE 31 JANVIER



Crise agricole

PAC : touchez pas au grisbi

Prévue par le traité de Rome, la Politique Agricole Commune (PAC) voit le jour en 1962. Elle vise à relancer la production alimentaire du continent dévasté par la guerre, tout en assurant des revenus satisfaisants aux agriculteurs et des prix convenables aux consommateurs.



Ministre de l'agriculture Denormandie a fait le choix de ne pas l'appliquer. C'est un choix politique ultra libéral pour protéger toujours les plus gros.

Des pistes pour sortir de la crise agricole

D'abord un constat. Le capitalisme à outrance tue les paysans à petit feu.

La simplification administrative, les débloques plus rapides d'aides ou le retour en arrière sur les normes environnementales ne sont qu'un leurre. Il faut un prix plancher de vente garantie par l'État, tenant compte des coûts de production et du revenu utile au producteur. Tous les élus au parlement européen ne portent pas les mêmes exigences. Sensibles aux lobbies hyperactifs, les parlementaires de droite et d'extrême droite accompagnent assez souvent les desiderata des grandes firmes, de la chimie ou de l'agroalimentaire. D'autres, au contraire, portent l'intérêt général, celui des paysans, celui de la nature et celui des consommateurs. Ils n'en oublient pas pour autant la nécessaire production pour nourrir la population et assurer une certaine indépendance alimentaire. Léon Defontaine, avec son parti le PCF, est porteur des ces exigences, de mesures égalitaires et de mesures s'opposant aux traités de libre échange dans leur version d'aujourd'hui.

J. V.

Bien sûr la C.E (Communauté Européenne) incite les exploitants agricoles à produire plus. Elle supprime des droits de douanes des principaux produits agricoles entre les six pays fondateurs. (France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Luxembourg, Belgique).

Elle subventionne aussi les exportations, et taxe des importations. Les agriculteurs ont alors des prix garantis. Les produits non vendus par la distribution sont rachetés par le C.E à un prix minimum fixé. La production et les revenus des agriculteurs augmentent et ils modernisent leurs exploitations. Fin des années 60 à 1980.

Le système actuel de la P.A.C n'a plus rien à voir avec celui d'origine

Aujourd'hui, la PAC pèse lourd dans le budget de la C.E, moins de 1 % des PIB cumulés mais 40 % du budget de la Communauté européenne.

À partir de 1980 les réformes se succèdent pour abaisser les coûts des produits agricoles et des quotas de production font leur apparition. Exemple des quotas laitiers qui obligent à produire moins. donc la production. La politique de garantie des prix est terminée.

Dans cette période, les USA critiquent le protectionnisme européen et font pression sur la C.E.

Les aides financières sont versées directement aux agriculteurs, en fonction de leur surface agricole et du nombre de bêtes. Et seulement si l'exploitant respecte certaines pratiques environnementales, telles que définies par le parlement européen.

Les aides au maintien en agriculture bio vont sérieusement baisser, et il y aura 66% de soutien public en moins pour les fermes bio. On redoute d'ailleurs que certains repassent en conventionnel.

La France est le premier pays avec 9,5 milliards d'euros à bénéficier des aides de la P.A.C, mais cet argent ne va pas toujours aux agriculteurs. Certains paysans français ne touchent rien, tandis que des grands groupes, les plus grands propriétaires et les géants de l'agrobusiness empochent des millions d'euros chaque année. La P.A.C est devenue inéquitable puisque 50% des subventions revient aujourd'hui à 20% des bénéficiaires. 80% se partagent les miettes qui restent. Pourquoi la France n'a-t-elle pas plafonné les aides ? L'Irlande, l'Espagne, et l'Autriche ont décidé un plafonnement où aucune exploitation ne pourra toucher plus de 100 000 euros. En France l'ancien

Dans le cadre des « Chemins de la Retirada »
FFREEE propose une rencontre sur l'actualité à Gaza



Le tableau de Picasso (Guernica) revisité par des étudiants d'art du Pays basque espagnol

Samedi 24 février 2024 à 15h
salle Carrère à Argelès-sur-Mer
Table ronde : Guernica - Gaza, les populations civiles sous les bombardements.

Avec Elias Sanbar, écrivain, ancien ambassadeur de la Palestine à l'UNESCO

Marina Fuster-Mandrau, témoigne pour sa mère qui a vécu le bombardement de Durango en 1937 juste avant Guernica

Béatrice Orès, porte-parole de l'Union Juive de France pour la Paix.

Bibliothèque partagée

Un cadeau bien utile

Suite au don d'un généreux lecteur du TC « pour le TC et ses lecteurs », nous vous parlons aujourd'hui de « l'Atlas historique mondial ».

Publié en 2019 puis réédité en novembre 2023 par la revue L'Histoire et les éditions Les Arènes, « l'Atlas historique mondial » de Christian Grataloup et Charlotte Becquart-Rousset est une formidable mine d'informations qui compile plus de 600 cartes et infographies racontant l'Humanité, ses sociétés, ses migrations, son Histoire, du néolithique à nos jours.

Avec ce travail de fond qui n'avait pas été réactualisé depuis plus de 40 ans, Grataloup et Becquart-Rousset proposent une version contemporaine de l'atlas, bien ancré dans le XXI^e siècle : on peut trouver dans l'ouvrage, des cartes sur la pandémie de Covid, la guerre en Ukraine ou encore les changements climatiques.

Ce précieux outil de savoir est d'autant plus intéressant qu'il comprend une version numérique ; il est ainsi facile, pour qui veut approfondir ses

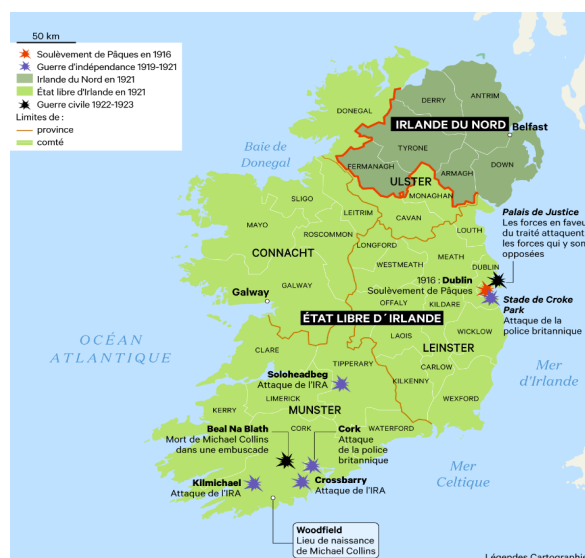
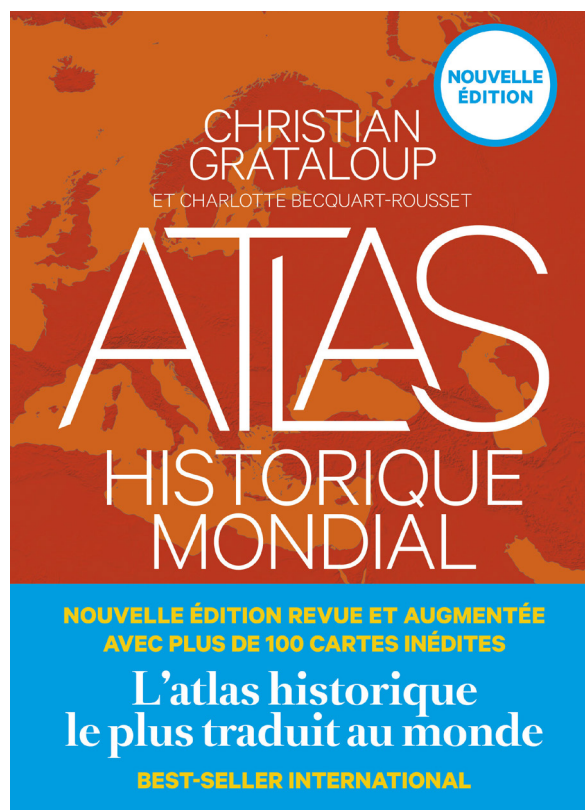
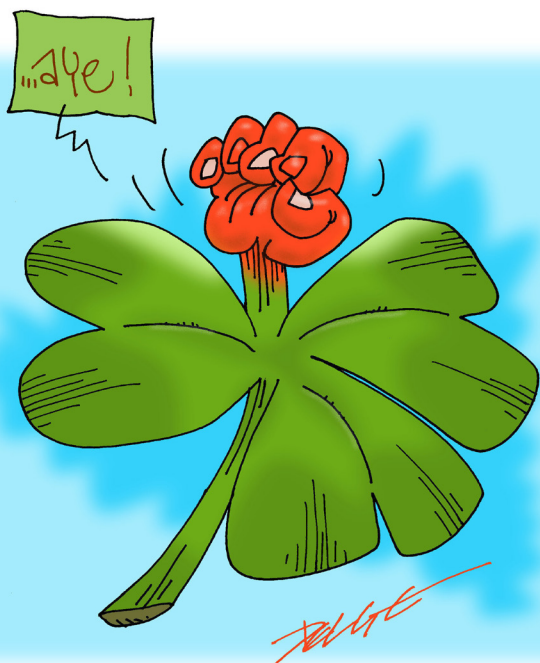
recherches, ses articles ou préparer ses cours, d'exporter gratuitement chaque carte et commentaire du catalogue depuis le site internet de la revue L'Histoire (<https://www.lhistoire.fr/atlas>) au moyen d'un code figurant sur chaque page de l'atlas.

Disponible sur les sites des éditeurs mais aussi chez vos libraires préférés, l'atlas coûte une trentaine d'euros. Mais si vous êtes passionné.e de géopolitique, lecteur.rice des pages « Monde », étudiant.e en Histoire-Géographie ou simple enthousiaste de la connaissance, sachez que cet atlas est disponible à la consultation dans les locaux du *Travailleur Catalan* (qui se réjouit de pouvoir participer un peu plus à la mise en commun des savoirs avec ses lecteurs).

Céline

Approfondissez l'article
« Titre de l'article sur l'Irlande »
avec la carte code 1363.

Bonne chance à l'Irlande !



▲ Carte extraite de l'Atlas historique mondial

Irlande du Nord

La voie ouverte à la réunification de l'île

Michelle O'Neill, vice-présidente du Sinn Féin, est la première républicaine à occuper le poste de cheffe du gouvernement d'Irlande du Nord. Cette nomination marque déjà l'histoire. Deux ans après la victoire du parti nationaliste aux législatives, les unionistes conservateurs (DUP) qui plaident pour le maintien de l'Irlande du Nord dans le Royaume-Uni, ont fini par se conformer au choix démocratique. Emma Little-Pengelly (DUP) occupe le poste de vice-première ministre. Dès sa nomination, Michelle O'Neill a déclaré : « on ne peut pas changer le passé mais on peut bâtir un avenir meilleur ». Le futur pourrait s'écrire lors d'un éventuel référendum sur la réunification de l'île, divisée depuis 1922, que la nouvelle première ministre envisage dans « la décennie d'opportunités » qui s'ouvre.

J. P.

Badinter et l'Histoire

Lors d'une précédente humeur j'ai opposé la capacité que nous avons à faire l'histoire, ou à la défaire. Cette capacité était là indépendante de la position sociale des intéressés : elle opposait mon ami, mon camarade, mon complice, disparu récemment, après une vie consacrée à son enseignement et à son action syndicale militante et une néo-ministre de l'Éducation, Oudéa-Castéra, qui n'avait pas compris qu'elle était nationale, publique et laïque, et qui s'employait à la défaire. La position sociale ne vous garantit jamais que vous fassiez l'histoire.

Une avancée majeure

Mais l'actualité peut aussi vous démentir et une semaine plus tard la disparition de Robert Badinter, ancien ministre de la justice, à 95 ans, vient faire vibrer de nombreux médias et organes de presse pour nous rappeler son rôle dans l'histoire politique du pays, sa trajectoire, et en particulier son action pour une avancée majeure de notre justice, l'abolition de la peine de mort dont il fait voter la loi en octobre 1981. Abolition attachée à son nom, et qui lui vaut à juste titre, les éloges des journaux, des commentateurs, jusqu'à un hommage national qui lui sera rendu, mercredi, place Vendôme, à Paris.

Un acteur de notre histoire

La présence médiatique du personnage, de son couple avec Elizabeth, ses prises de positions fréquentes, mais distancées, avec l'actualité immédiate, son phrasé de grand sage, l'ancienneté de sa présence, son parcours politique, ses fonctions essentielles en avaient

fait un personnage clef de notre actualité, un acteur de notre histoire. Sans aucun doute... J'ai envie de questionner ce doute.

La trajectoire du personnage est surprenante, il est le fils d'un couple de juifs de Bessarabie qui avaient fui les pogroms pour s'installer en France, en 1919, France, terre de liberté, où il naîtra en 1928. À l'adolescence, la famille doit affronter l'occupation, la fuite de Paris, l'arrestation du père, sa déportation, sa disparition, ainsi que celles de membres de sa famille. Ils se cachent dans un village des Alpes qui les protège. Puis des études de droit, jusqu'à l'agrégation. Il devient professeur, puis avocat. Une carrière d'avocat de vedettes du cinéma, qui se rapproche de quelques politiques, on va dire de centre-gauche. Il se construit une réputation de défenseur de l'institution judiciaire et est un abolitionniste convaincu qui lui vaut de défendre Buffet et Bontems dont il ne sauvera pas les têtes. Il parviendra à sauver celle de Patrick Henry. Et de poursuivre sa croisade pour parvenir à cette abolition de la peine capitale Avant de devenir Ministre de la Justice de François Mitterrand et de faire voter la loi d'abolition dont il apparaît comme l'artisan.

Loin de nos préoccupations d'aujourd'hui

Mais cette présentation historique me semble faire l'impasse sur une situation sociale et politique qui est fort éloignée de nos préoccupations d'aujourd'hui. En effet les années soixante-dix, dont il est ici question, étaient porteuses d'aspirations à des changements de mœurs, de pratiques, de règles, de lois



qui dépassaient largement le rôle des individus qui s'en réclamaient, pour devenir des exigences politiques que la droite au pouvoir, rappelez-vous Valéry Giscard d'Estaing, était dans l'incapacité d'accepter. D'où une montée lente, mais progressive, d'idées qui n'étaient pas nécessairement majoritaires, mais qui pouvaient faire basculer l'histoire vers plus de progrès. Je pense que l'abolition de la peine de mort en faisait partie et que Badinter a été l'homme d'une situation qu'avec courage il a mené à son terme.

Comme il a su comprendre qu'il fallait dépenaliser l'homosexualité, en finir avec les juridictions d'exception, humaniser la vie carcérale...

Nous sommes aujourd'hui loin de ces aspirations... peut-être que notre survalorisation de Badinter est l'expression d'un temps que nous regrettons un peu où il était possible de faire l'histoire.

Jean-Marie Philibert

L'actu vue par **DELGE**

Elon Musk veut greffer l'I.A. dans les cerveaux



Enseignants et éboueurs se retrouvent en grève !

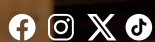


**LES GESTES
LES PLUS SIMPLES
SONT**

**CEUX
QUI COMPTENT
LE PLUS**

**Aider les autres,
un métier pour vous !**

Plus d'infos sur leDepartement66.fr



Pour vous, le Département est là !

